

## COMMUNIQUÉ

---

### **Supprimer des emplois, voilà l'ambition du ministre pour la voie professionnelle**

Le projet de Loi de finances pour 2020 (PLF 2020) prévoit 685 suppressions d'équivalents temps plein (ETP) de professeur-es dans l'enseignement professionnel sous statut scolaire pour une augmentation de 3 000 élèves. Pour conserver un taux d'encadrement à peu près équivalent, J.-M. Blanquer compte sur la deuxième heure supplémentaire obligatoire. Non content d'aggraver les conditions de travail des professeur-es de lycée professionnel (PLP) avec la réforme et son lot de dispositifs pédagogiques imposés, le ministre accroît également la charge de travail de ses personnels en les obligeant à travailler plus. Il ignore au passage l'alerte sociale confirmée par le CHSCT ministériel quant aux risques psycho-sociaux induits par sa politique.

Le SNUEP-FSU dénonce ce projet de budget qui est à contresens des ambitions affichées pour les jeunes scolarisé-es dans les lycées professionnels.

Pour le SNUEP-FSU, c'est avec plus de PLP qu'il sera réellement possible de réduire le nombre d'élèves par classe pour favoriser leur acquisition de connaissances. C'est avec davantage de temps de concertation, en réduisant le nombre d'heures de face-à-face pédagogique, que les PLP pourront construire des enseignements et des projets efficaces afin que les élèves puissent accéder à un premier niveau de qualification reconnu par un diplôme, condition essentielle pour réellement sécuriser leurs parcours scolaire et professionnel. C'est aussi avec une augmentation de 60 points de la valeur du point d'indice que les enseignant-es tendront vers un niveau de salaire décent.

Le SNUEP-FSU appelle l'ensemble des collègues à se réunir et à participer aux rassemblements prévus le 6 novembre prochain, jour du CHSCT ministériel, dans les départements et académies pour porter nos revendications permettant d'améliorer la qualité de la formation professionnelle initiale et les conditions de travail.